Autoctonía
Revista de Ciencias Sociales e Historia

Néo-extractivisme et transition énergétique en Amérique latine : conflits territoriaux et reconfiguration des relations entre État, capital et communautés (2003-2025)

Neo-extractivism and Energy Transition in Latin America: Territorial Disputes and the Reconfiguration of Relations among State, Capital and Communities (2003-2025)

Neoextractivismo y transición energética en América Latina: disputas territoriales y reconfiguración de las relaciones entre Estado, capital y comunidades (2003-2025)

Lucero-Baldevenites, Elisabeth Viviana
Universidad de Las Palmas de Gran Canaria, Espagne
viviana.lucero@ulpgc.es
https://orcid.org/0000-0002-1328-8117

Dávila-Cisneros, Juan Diego
Universidad Nacional Pedro Ruiz Gallo, Pérou
jdavilaci@unprg.edu.pe
https://orcid.org/0000-0003-2700-8830

Niño-Cueva, Danés Carlos Enrique
Universidad Nacional de Educación Enrique Guzmán y Valle, Pérou
dnino@une.edu.pe
https://orcid.org/0000-0003-0749-3082

Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia
Vol. 10, No. Especial (2026), 2013–2034
ISSN: 0719-8213
DOI: https://doi.org/10.23854/autoc.v10iespecial.879

CC BY NC SA

Avellaneda-Callirgos, Lolo
Universidad Nacional Pedro Ruiz Gallo, Pérou
lavellanedac@unprg.edu.pe
https://orcid.org/0000-0001-5133-5546

Matheu-Pérez, Alexis
Universidad Bernardo O'Higgins, Centro de Investigación Institucional, Chili
Adresse électronique pour la correspondance : alexis.matheu@ubo.cl
https://orcid.org/0000-0002-7859-9039

Résumé

La transition énergétique mondiale a rouvert le débat sur le néo-extractivisme en Amérique latine et ses effets territoriaux. Cet article a pour objectif d'analyser les continuités et les ruptures du néo-extractivisme latino-américain face aux exigences de la transition énergétique durant la période 2003-2025. À cette fin, une approche qualitative fondée sur l'analyse documentaire, la révision bibliographique structurée et la triangulation de sources archivistiques, de rapports institutionnels et de littérature académique indexée dans Scopus et SciELO a été développée. Les résultats ont permis d'identifier trois processus principaux : la consolidation d'un modèle néo-extractiviste associé à une reprimarisation économique ; l'émergence de l'extractivisme vert, stimulé par la demande mondiale de lithium, cuivre, niobium, terres rares et gaz non conventionnel ; ainsi que la reconfiguration des conflits territoriaux dans lesquels les communautés autochtones, quilombolas et les mouvements socio-environnementaux disputent le contrôle des ressources face aux États et aux entreprises. L'article conclut que la transition énergétique n'a pas dépassé le néo-extractivisme, mais l'a reconfiguré

sous une légitimation environnementale, reproduisant des inégalités territoriales, des formes de dépossession et des tensions entre les discours mondiaux de décarbonisation et les impacts locaux.

Mots-clés : néo-extractivisme, transition énergétique, conflits territoriaux, extractivisme vert, Amérique latine

Abstract

The global energy transition has reopened the debate on neo-extractivism in Latin America and its territorial effects. This article aims to analyze the continuities and ruptures of Latin American neo-extractivism in relation to the demands of the energy transition during the period 2003-2025. To this end, a qualitative strategy was developed based on documentary analysis, structured literature review, and triangulation of archival sources, institutional reports, and academic literature indexed in Scopus and SciELO. The results made it possible to identify three main processes: the consolidation of a neo-extractivist pattern associated with economic reprimarization; the emergence of green extractivism, driven by global demand for lithium, copper, niobium, rare earth elements, and unconventional gas; and the reconfiguration of territorial conflicts in which Indigenous communities, quilombola communities, and socio-environmental movements dispute control over resources with states and corporations. It concludes that the energy transition has not overcome neo-extractivism, but has reconfigured it through environmental legitimation, reproducing territorial inequalities, forms of dispossession, and tensions between global decarbonization discourses and local impacts.

Keywords: neo-extractivism, energy transition, territorial conflicts, green extractivism, Latin America

Resumen

La transición energética global ha reabierto el debate sobre el neoextractivismo en América Latina y sus efectos territoriales. Este artículo tiene como objetivo analizar las continuidades y rupturas del neoextractivismo latinoamericano frente a las exigencias de la transición energética durante el período 2003-2025. Para ello, se desarrolló una estrategia cualitativa basada en análisis documental, revisión bibliográfica estructurada y triangulación de fuentes archivísticas, informes institucionales y literatura académica indexada en Scopus y SciELO. Los resultados permitieron identificar tres procesos principales: la consolidación de un patrón neoextractivista asociado a la reprimarización económica; la emergencia del extractivismo verde, impulsado por la demanda global de litio, cobre, niobio, tierras raras y gas no convencional; y la reconfiguración de conflictos territoriales donde comunidades indígenas, quilombolas y movimientos socioambientales disputan el control de los recursos frente a Estados y empresas. Se concluye que la transición energética no ha superado el neoextractivismo, sino que lo ha reconfigurado bajo una legitimación ambiental, reproduciendo desigualdades territoriales, formas de despojo y tensiones entre discursos globales de descarbonización e impactos locales.

Palabras clave: neoextractivismo, transición energética, conflictos territoriales, extractivismo verde, América Latina

Reçu : 5 juin 2026 - **Accepté :** 11 septembre 2026

1. Introduction

La relation entre extractivisme, développement et dépendance demeure un axe central pour comprendre l'économie politique latino-américaine contemporaine. Depuis le début du XXIe siècle, le cycle de hausse des prix des matières premières a consolidé un modèle d'accumulation fondé sur l'exploitation intensive des ressources naturelles, y compris sous des gouvernements ayant promu des agendas redistributifs et des discours post-néolibéraux. Ce paradoxe a été conceptualisé sous le terme de néo-extractivisme, entendu comme une modalité de développement qui combine une plus grande intervention de l'État dans la captation des rentes avec la persistance d'une matrice primaire-exportatrice et de conflits territoriaux associés à l'expansion extractive (Gudynas, 2015 ; Svampa, 2019 ; North et Clark, 2018).

À partir du milieu des années 2010, la transition énergétique mondiale introduit une nouvelle inflexion dans ce débat. La demande de minerais critiques tels que le lithium, le cuivre, le niobium et les terres rares, ainsi que l'expansion des infrastructures énergétiques et la persistance du gaz non conventionnel comme supposé combustible de transition, reconfigurent les formes traditionnelles de l'extractivisme en Amérique latine. Dans ce contexte, le discours de la décarbonation confère une nouvelle légitimité environnementale à des projets extractifs qui, dans les territoires, reproduisent des conflits liés à l'eau, à la consultation préalable, à la distribution des rentes, à la souveraineté communautaire et aux impacts socio-environnementaux (Burchardt et Dietz, 2014 ; Perreault, 2018). Ces dynamiques ont également été observées dans des études récentes sur les conflits territoriaux et l'extractivisme en Amérique latine publiées dans *Autoctonía* (Domínguez Martín, 2021).

Le problème central abordé dans cet article réside dans le fait que la transition énergétique n'élimine pas nécessairement les logiques historiques du néo-extractivisme, mais peut

au contraire les approfondir sous une nouvelle rationalité environnementale. Cette tension est particulièrement visible dans les territoires autochtones, afrodescendants, paysans et ruraux, où les ressources considérées comme stratégiques pour la décarbonation mondiale sont extraites dans des conditions de forte asymétrie entre États, entreprises et communautés. Ainsi, la transition dite verte ne redéfinit pas seulement la demande internationale de matières premières, mais également les formes de conflit, de résistance et de gouvernance territoriale.

Le présent article a pour objectif d'analyser les continuités et les ruptures du néo-extractivisme latino-américain face aux exigences de la transition énergétique durant la période 2003-2025. L'hypothèse est que la transition énergétique ne conduit pas au dépassement du modèle extractiviste, mais à sa reconfiguration à travers une légitimation verte qui actualise d'anciennes relations de dépendance, de dépossession territoriale et de subordination communautaire. Cette reconfiguration s'exprime dans trois dimensions principales : la consolidation d'un nouveau discours environnemental de légitimation extractive ; la transformation des conflits territoriaux autour des minerais critiques et des combustibles fossiles de transition ; et l'émergence de stratégies communautaires de résistance juridique, politique et transnationale.

Afin de développer cet argument, l'étude adopte une stratégie qualitative fondée sur l'analyse documentaire, la révision bibliographique structurée et la triangulation de sources archivistiques, de rapports institutionnels et de littérature académique spécialisée. L'analyse s'organise autour de quatre études de cas comparées : le triangle du lithium au Chili, en Argentine et en Bolivie ; le corridor du cuivre au Pérou et en Équateur ; la formation de Vaca Muerta en Argentine ; et l'exploitation du niobium et des terres rares au Brésil. Ces cas permettent de confronter différents types de ressources, régimes de gouvernance, acteurs entrepreneuriaux, formes d'intervention étatique et répertoires de résistance communautaire.

L'apport de l'article est double. D'une part, il propose de comprendre la légitimation verte comme une caractéristique structurelle du néo-extractivisme contemporain, aux côtés de la reprimarisation économique, de la captation étatique des rentes et de la persistance des conflits territoriaux. D'autre part, il offre une lecture comparée permettant d'identifier des régularités communes et des différences nationales dans la reconfiguration des relations entre État, capital et communautés. Ainsi, l'article ne se limite pas à décrire des cas extractifs, mais cherche à expliquer comment la transition énergétique redéfinit les conditions politiques, économiques et territoriales de l'extractivisme latino-américain.

2. Méthodologie

Cette étude adopte une approche qualitative d'analyse documentaire comparée, visant à examiner les continuités et les ruptures du néo-extractivisme latino-américain face aux exigences de la transition énergétique durant la période 2003-2025. Cette approche se révèle pertinente dans la mesure où l'objet d'analyse implique des processus historiques, des conflits territoriaux, des cadres réglementaires, des stratégies entrepreneuriales et des réponses communautaires liés à l'économie politique de l'extractivisme et à l'écologie politique latino-américaine (Gudynas, 2015 ; Svampa, 2019 ; Perreault, 2018).

La recherche s'organise autour de quatre études de cas sélectionnées en raison de leur importance stratégique dans la transition énergétique régionale : le triangle du lithium au Chili, en Argentine et en Bolivie ; le corridor du cuivre au Pérou et en Équateur ; la formation de Vaca Muerta en Argentine ; et l'exploitation du niobium et des terres rares au Brésil. La sélection répond à trois critères : a) la centralité de la ressource dans les chaînes mondiales de décarbonation ; b) la diversité des régimes de gouvernance extractive, allant des modèles étatiques aux dispositifs privés ou mixtes ; et c) la présence de conflits territoriaux impliquant des communautés autochtones, afrodescendantes, paysannes ou rurales.

L'analyse comparée se structure autour d'une matrice commune appliquée à chaque cas. Cette matrice prend en compte cinq dimensions : le type de ressource stratégique ; le régime de propriété, de concession ou de contrôle étatique ; les acteurs impliqués, y compris l'État, les entreprises et les communautés ; les principaux conflits socio-environnementaux ; et les répertoires de résistance communautaire. Cette stratégie permet d'éviter une présentation purement descriptive des cas et facilite l'identification de régularités communes, de différences nationales et de mécanismes de reconfiguration du néo-extractivisme sous le discours de la transition énergétique.

Les sources primaires incluent une documentation provenant d'archives nationales et d'organismes publics. Sont examinés des dossiers de l'*Archivo Nacional de Chile* (AN) relatifs aux concessions minières dans la région d'Antofagasta et le Salar d'Atacama. Ces sources permettent de reconstituer les cadres contractuels, les antécédents de concession, les tensions environnementales et les formes d'intervention étatique.

Les sources institutionnelles et statistiques sont utilisées afin de contextualiser les processus analysés et de confronter les données documentaires. Parmi elles fiugrent des rapports de l'Organización Latinoamericana y Caribeña de Energía (OLADE, 2024), du Servicio Nacional de Geología y Minería du Chili (SERNAGEOMIN, 2024), de la *Defensoría del Pueblo* du Pérou (Defensoría del Pueblo, 2024) et de l'*Agência Nacional de Mineração* du Brésil (ANM, 2024). Ces sources permettent d'identifier les tendances de production, d'investissement, de conflictualité socio-environnementale et de reconfiguration des secteurs stratégiques liés à la transition énergétique.

La révision bibliographique a été réalisée à partir d'une littérature académique spécialisée sur le néo-extractivisme, l'extractivisme vert, la transition énergétique, les conflits territoriaux, les hydrocarbures non conventionnels et le racisme environnemental. Les

travaux publiés entre 2003 et 2025, indexés dans des bases telles que Scopus et SciELO, ainsi que des ouvrages et chapitres pertinents issus de maisons d'édition académiques reconnues, ont été privilégiés. Les descripteurs utilisés comprenaient « néo-extractivisme », « extractivisme vert », « transition énergétique », « conflits territoriaux », « lithium », « cuivre », « fracturation hydraulique », « Vaca Muerta », « terres rares », « niobium » et « communautés quilombolas », en espagnol, anglais et portugais.

La triangulation se développe à trois niveaux. Premièrement, les sources archivistiques sont confrontées aux rapports institutionnels afin de vérifier les chronologies, les acteurs et les cadres réglementaires. Deuxièmement, les données institutionnelles sont articulées avec la littérature académique pour interpréter les conflits dans une perspective d'économie politique et d'écologie politique. Troisièmement, les quatre cas sont comparés à partir de la matrice analytique commune afin d'identifier si la transition énergétique constitue une rupture avec l'extractivisme ou une reconfiguration de ses logiques historiques.

L'étude reconnaît comme limite l'absence de travail de terrain ethnographique et d'entretiens approfondis avec des acteurs territoriaux. Néanmoins, la combinaison de sources archivistiques, institutionnelles et bibliographiques permet de construire une base empirique suffisante pour soutenir l'analyse comparée. L'article n'a pas pour objectif de couvrir exhaustivement la réalité latino-américaine, mais d'examiner des cas paradigmatiques permettant de comprendre comment se sont reconfigurées les relations entre État, capital et communautés dans des territoires stratégiques pour la transition énergétique

3. Néo-extractivisme et transition énergétique : analyse comparée des cas

Cette section analyse quatre cas permettant de comprendre la reconfiguration du néo-extractivisme latino-américain sous les exigences de la transition énergétique.

Les cas ont été sélectionnés parce qu'ils expriment différentes combinaisons entre ressources critiques, modèles de gouvernance extractive, acteurs entrepreneuriaux, formes d'intervention étatique et répertoires de résistance communautaire. L'analyse comparée permet d'identifier comment la légitimation verte opère comme un mécanisme commun dans des territoires traversés par des conflits liés au lithium, au cuivre, au gaz non conventionnel, au niobium et aux terres rares.

3.1. Lithium, territorialité et légitimation verte dans le Cône Sud andin

Le lithium occupe une place centrale dans les chaînes mondiales de décarbonation en raison de son utilisation dans les batteries pour véhicules électriques et les systèmes de stockage énergétique. En Amérique latine, le Salar d'Uyuni en Bolivie, le Salar d'Atacama au Chili et les salars de la Puna argentine concentrent une part significative des réserves mondiales de ce minerai, ce qui a renforcé sa valeur stratégique pour les États, les entreprises et les marchés internationaux (OLADE, 2024). Toutefois, son incorporation au discours de la transition énergétique n'a pas éliminé les conflits territoriaux, mais les a reconfigurés sous une nouvelle grammaire de légitimation environnementale.

En Bolivie, la politique du lithium s'est historiquement articulée autour d'une stratégie de contrôle étatique de la ressource. Durant le cycle inauguré par le gouvernement d'Evo Morales, le lithium a été défini comme une ressource stratégique et des schémas d'association avec des entreprises étrangères sous direction étatique ont été promus. Les contrats liés au Salar d'Uyuni ont combiné des objectifs d'industrialisation nationale avec des tensions concernant la consultation, l'usage de l'eau et la distribution territoriale des bénéfices (Svampa, 2019). Ce modèle exprime une variante étatique du néo-extractivisme, dans laquelle la propriété publique de la ressource n'élimine pas nécessairement les conflits communautaires.

Au Chili, le cas du Salar d'Atacama présente une configuration différente, marquée par

une plus forte présence d'entreprises privées et par la continuité d'un régime concessionnaire hérité du cycle néolibéral. Les dossiers de l'AN et les rapports du SERNAGEOMIN permettent d'identifier des tensions entre expansion productive, impacts hydriques et revendications territoriales des communautés atacamas (Archivo Nacional de Chile, 2021 ; SERNAGEOMIN, 2024). Dans ce cas, la transition énergétique renforce la valeur économique du lithium, mais intensifie également les controverses autour de l'eau, de la consultation préalable et de la reconnaissance des droits autochtones.

En Argentine, les salars de Jujuy, Salta et Catamarca présentent un schéma mixte, dans lequel entreprises privées et gouvernements provinciaux participent à travers des associations, concessions et projets d'investissement orientés vers l'exportation. L'expansion des projets de lithium se superpose à des territoires de communautés kollas et atacamas, lieux de dénonciation des absences de consultation préalable, des impacts hydriques et caractérisés par une faible participation dans la définition des bénéfices du modèle extractif (Svampa, 2019).

La comparaison entre la Bolivie, le Chili et l'Argentine permet d'observer que les variantes institutionnelles n'empêchent pas la reproduction d'un schéma commun : le lithium est présenté comme une ressource indispensable à la décarbonation mondiale, tandis que les communautés locales font face aux impacts territoriaux liés à son extraction. En ce sens, la légitimation verte ne remplace pas le néo-extractivisme, mais le reformule en l'inscrivant dans une narration environnementale globale. Ce constat dialogue avec les débats récents sur l'extractivisme vert, qui soulignent que la transition énergétique peut reproduire des inégalités historiques lorsqu'elle est organisée à partir de la demande mondiale de minerais critiques plutôt qu'à partir des droits territoriaux des communautés affectées (Perreault, 2018 ; Cabana et Richter, 2025).

Dans cette perspective, le cas du lithium dans le Cône Sud andin permet de soutenir que la

transition énergétique ne constitue pas une rupture automatique avec l'extractivisme, mais une reconfiguration de ses formes de légitimation. Le conflit ne s'organise plus uniquement autour de la propriété de la ressource ou de la distribution des rentes, mais également autour du sens même de la transition. Entre autres tensions suscitées, cela interroge qui la définit, quels territoires la soutiennent et quelles communautés assument ses coûts socio-environnementaux.

3.2. Exploitation du cuivre et conflictualité socio-environnementale dans le corridor andin

Le cuivre occupe une position stratégique dans la transition énergétique en raison de son utilisation intensive dans les éoliennes, les systèmes photovoltaïques, les réseaux électriques et les technologies d'électrification. En Amérique latine, cette centralité renforce le poids du corridor andin, en particulier dans le sud du Pérou et le sud de l'Équateur, où l'expansion de la méga-minerie s'articule avec des discours de décarbonation, d'investissement étranger et de modernisation productive. Toutefois, la valorisation du cuivre comme minerai critique ne réduit pas la conflictualité territoriale. Bien au contraire, elle déplace les conflits vers l'eau, la consultation préalable, la distribution des rentes et la définition communautaire des modèles de développement (Perreault, 2018).

Dans le cas péruvien, la Defensoría del Pueblo documente une concentration significative de conflits socio-environnementaux liés à des projets cuprifères tels que Las Bambas, Antapaccay, Quellaveco et Michiquillay. Ces conflits mettent en évidence la superposition entre zones d'extraction, territoires de communautés quechuas et aymaras, têtes de bassin versant et routes de transport minier. Le cas de Las Bambas illustre clairement cette reconfiguration : une opération présentée comme une exploitation minière responsable génère des conflits durables liés au déplacement territorial, au transport du concentré, aux atteintes environnementales, aux blocages communautaires et à la criminalisation de la protestation sociale (Defensoría del Pueblo, 2024).

En Équateur, la mise en œuvre de la méga-minerie à grande échelle se légitime à travers un discours étatique qui associe l'extraction du cuivre à la transformation de la matrice énergétique et productive. Le projet *Mirador*, situé à Zamora Chinchipe, constitue un cas emblématique en raison de son impact sur les territoires shuar et des controverses liées à la consultation préalable, à la contamination des sources hydriques et à la perte d'espaces de reproduction communautaire. Bien que les décisions judiciaires reconnaissent des violations du droit à la consultation, les réponses de l'État tendent à privilégier des mesures d'atténuation plutôt qu'une révision structurelle du modèle extractif.

La comparaison entre le Pérou et l'Équateur permet d'identifier un schéma commun : le cuivre est resignifié comme intrant indispensable à la transition énergétique, mais cette resignification ne transforme pas les conditions territoriales de l'extraction. Les États et les entreprises présentent la méga-minerie comme une contribution à la durabilité mondiale, tandis que les communautés contestent les coûts locaux de ce narratif. En ce sens, le corridor andin montre que l'extractivisme vert n'opère pas seulement à travers de nouveaux minerais, mais aussi par la relecture environnementale de minerais traditionnels intégrés aux chaînes de décarbonation.

Ce cas confirme que la transition énergétique peut élargir la légitimité des projets extractifs sans résoudre les asymétries historiques entre État, capital et communautés. Les résistances communautaires n'expriment pas uniquement une opposition à l'exploitation minière, mais formulent des revendications relatives à une consultation effective, au contrôle territorial, à la protection hydrique et à la participation dans la définition des bénéfices et des limites de l'extraction. Ainsi, la conflictualité socio-environnementale dans le corridor andin montre que la transition énergétique devient un nouveau champ de dispute politique autour des territoires considérés comme stratégiques dans une « économie verte » mondiale.

3.3. Fracturation hydraulique, gaz de transition et conflits territoriaux à Vaca Muerta

Vaca Muerta constitue l'un des cas les plus visibles du paradoxe énergétique latino-américain : alors que la transition est discursivement associée à la décarbonation, elle légitime également l'expansion des hydrocarbures non conventionnels sous la figure du gaz comme combustible de transition. Située dans la province argentine de Neuquén, cette formation a été présentée par différents gouvernements comme un actif stratégique pour la souveraineté énergétique, la captation des rentes et le financement d'une future matrice à faible intensité carbone (Serrani et Barrera, 2023 ; OLADE, 2024).

Le récit du gaz de transition repose sur l'argument selon lequel le gaz naturel génère moins d'émissions que d'autres combustibles fossiles. Cependant, cette lecture a été discutée par des recherches qui mettent en garde contre les émissions de méthane, l'expansion des infrastructures fossiles et la reproduction d'asymétries territoriales propres à l'extractivisme traditionnel (Wyczykier et Acacio, 2022). En ce sens, Vaca Muerta ne représente pas une rupture avec le néo-extractivisme, mais une reconfiguration de ses logiques sous un nouveau langage de sécurité énergétique et de transition climatique.

L'expansion des concessions non conventionnelles à Vaca Muerta s'accompagne de niveaux élevés d'investissement, de la présence d'entreprises transnationales et d'une intervention active de l'État visant à promouvoir le développement du gisement (Archivo General de la Nación, 2024). Cette intervention combine incitations fiscales, stabilité réglementaire et évaluation environnementale, bien qu'avec une participation limitée des communautés mapuche-pehuenche et des populations rurales affectées. Par conséquent, l'État opère simultanément comme promoteur du projet énergétique et comme régulateur de ses impacts territoriaux.

Les conflits territoriaux s'articulent principalement autour de l'eau, de la santé environnementale et de la consultation préalable. La fracturation hydraulique exige d'importants

volumes d'eau et suscite des préoccupations quant à la pression exercée sur les rivières, les aquifères et les écosystèmes locaux. Des communautés rurales dénoncent la diminution des débits, la contamination et les atteintes sanitaires, même si aucune relation causale définitive n'a été établie entre ces plaintes et les opérations extractives (Wyczykier et Acacio, 2022).

La résistance mapuche constitue un autre axe central du conflit. Des communautés telles que Lof Campo Maripe, Lof Paynemil et Lof Newen Mapu ont développé des stratégies de judiciarisation, de mobilisation territoriale et de dénonciation de l'absence de consultation préalable, libre et informée. Ces actions ne se limitent pas à contester des impacts environnementaux spécifiques, mais remettent en question la manière par laquelle l'État définit la propriété, l'usage du sous-sol et la légitimité des projets énergétiques dans les territoires communautaires.

Le cas de Vaca Muerta permet d'observer que le discours du gaz comme passerelle vers la décarbonation fonctionne comme une forme spécifique de légitimation verte appliquée à une ressource fossile. Contrairement au lithium ou au cuivre, la contradiction ne réside pas seulement ici dans les impacts territoriaux de minerais considérés comme propres, mais dans l'incorporation d'un hydrocarbure au récit de la transition énergétique. C'est pourquoi les résistances communautaires et socio-environnementales sont le théâtre d'un conflit plus large : elles n'exigent pas seulement l'atténuation des dommages, mais aussi une autre définition de la transition juste, de la participation territoriale et des limites à l'expansion fossile.

Dans cette perspective, Vaca Muerta confirme que la transition énergétique peut élargir la légitimité des projets extractifs sans modifier les relations asymétriques entre État, capital et communautés. Le gaz de transition opère comme une catégorie politique permettant de rendre compatibles les objectifs climatiques mondiaux avec l'approfondissement des économies extractives nationales, en

déplaçant vers les territoires locaux les coûts socio-environnementaux de cette contradiction.

3.4. Terres rares, racisme environnemental et communautés quilombolas au Brésil

Les terres rares et le niobium occupent une position stratégique dans la transition énergétique en raison de leur utilisation dans les éoliennes, les véhicules électriques, les systèmes électroniques et les technologies à haute efficacité énergétique. Le Brésil concentre la majeure partie des réserves mondiales de niobium et possède d'importants gisements de terres rares, notamment dans le Minas Gerais et la région amazonienne. Toutefois, l'expansion de ces projets extractifs révèle une contradiction centrale de la transition énergétique : des minerais présentés comme indispensables à la décarbonation mondiale exigent des processus d'extraction et de raffinage fortement polluants, associés en outre à de nouvelles formes d'inégalités territoriales et de racisme environnemental (ANM, 2024).

Contrairement au lithium ou au cuivre, l'extraction des terres rares implique une exploitation à ciel ouvert, un usage intensif de réactifs chimiques et la production de résidus radioactifs liés à l'uranium et au thorium présents dans les gisements minéraux. Cette dimension remet directement en question l'idée d'une exploitation minière propre ou verte promue par les discours officiels et corporatifs. Dans ce contexte, le cas brésilien montre comment la transition énergétique peut reproduire des impacts environnementaux historiques sous de nouvelles narrations de durabilité.

Les rapports de l'ANM mettent en évidence une croissance soutenue de la production de niobium et de minerais stratégiques, stimulée par la demande internationale associée à la transition énergétique (ANM, 2024). Le modèle extractif combine participation étatique, capital privé national et entreprises transnationales, articulant un discours de souveraineté minérale et de leadership géopolitique dans le domaine des ressources critiques. Toutefois, cette

expansion approfondit également les conflits territoriaux liés à la consultation préalable, à la contamination et à l'affectation des territoires traditionnels.

L'un des cas les plus représentatifs est celui des communautés quilombolas de Sapê do Norte, dans l'Espírito Santo, où des projets d'extraction de terres rares se superposent à des territoires historiquement occupés par des communautés afrodescendantes. Les dénonciations communautaires signalent des omissions dans les études d'impact environnemental, l'absence de consultation effective et l'atteinte à des espaces culturels ainsi qu'à des formes traditionnelles de reproduction sociale (CPT, 2024). Ces conflits montrent que la transition énergétique ne génère pas seulement des tensions environnementales, mais aussi des conflits ethno-raciaux liés à la distribution inégale des risques et des bénéfices extractifs.

Le cas brésilien introduit avec une clarté particulière la catégorie de racisme environnemental. Les communautés quilombolas associent les nouveaux projets miniers à une continuité historique d'exploitation territoriale commencée durant le cycle colonial et esclavagiste. L'expansion de l'exploitation minière stratégique affecte de manière disproportionnée les populations noires et rurales, reproduisant des schémas historiques d'exclusion territoriale et de vulnérabilité socio-environnementale (CPT, 2024). Dans cette perspective, la transition énergétique apparaît moins comme une rupture écologique que comme une actualisation d'anciennes relations coloniales sous de nouvelles formes technologiques et discursives.

La dimension radioactive constitue un autre élément distinctif de ce cas. Les rapports sur le complexe minier-industriel de Caldas enregistrent une contamination associée aux résidus de thorium et de radium, ainsi que des impacts notables sur les sources hydriques et les populations locales. Bien qu'une partie de ces exploitations ait été fermée il y a plusieurs décennies, la réactivation de projets de terres rares au nom de la transition énergétique réactualise des

conflits historiques non résolus et met en évidence les limites environnementales de ladite « économie verte ».

Dans l'ensemble, le cas brésilien permet de soutenir que l'extractivisme vert ne touche pas exclusivement les territoires autochtones andins ou les zones d'hydrocarbures, mais également des communautés afrodescendantes historiquement invisibilisées dans les débats sur la transition énergétique. La légitimation environnementale des minerais stratégiques coexiste ainsi avec des processus de contamination, d'inégalité et de dépossession territoriale qui reproduisent la logique historique du néo-extractivisme latino-américain.

4. Conclusions

L'analyse comparée développée dans cet article permet de soutenir que la transition énergétique n'a pas signifié un dépassement du néo-extractivisme latino-américain, mais plutôt une reconfiguration de ses mécanismes de légitimation, de territorialité et de conflictualité. L'expansion des minerais stratégiques et des combustibles considérés comme fonctionnels à la décarbonation mondiale a renforcé la centralité de l'Amérique latine comme espace fournisseur de ressources pour les chaînes énergétiques internationales.

Les cas examinés présentent des trajectoires institutionnelles différenciées, mais aussi des régularités communes. En Bolivie, au Chili et en Argentine, le lithium a été incorporé comme ressource stratégique pour la transition énergétique, intensifiant les conflits liés à l'eau, à la consultation préalable et aux droits territoriaux. Au Pérou et en Équateur, l'exploitation du cuivre a été resignifiée comme composante indispensable d'une « économie verte », bien que persistent des conflits liés à la contamination, au déplacement et au contrôle territorial. À Vaca Muerta, le gaz non conventionnel a été présenté comme combustible de transition, reproduisant des tensions entre sécurité énergétique, impacts environnementaux et résistance communautaire. Enfin, le cas

brésilien a montré que l'extraction des terres rares et du niobium intègre des dimensions de racisme environnemental et d'exposition inégale aux passifs contaminants, qui affectent tout particulièrement les communautés quilombolas et rurales.

Les résultats permettent d'identifier trois processus convergents. Premièrement, la persistance d'une matrice primaire-exportatrice dépendante de la demande internationale de ressources stratégiques. Deuxièmement, la consolidation de l'extractivisme vert, entendu comme l'incorporation de narratifs de durabilité à des dynamiques historiques d'extraction intensive et d'inégalité territoriale (Gudynas, 2015 ; Svampa, 2019). Troisièmement, la reconfiguration des résistances communautaires à travers des stratégies juridiques, territoriales et transnationales qui contestent non seulement les impacts des projets, mais aussi les formes mêmes selon lesquelles la transition énergétique est définie. Ces résultats rejoignent des recherches récentes qui soulignent la persistance de conflits territoriaux et d'inégalités socio-environnementales dans des contextes d'expansion extractive régionale (Domínguez Martín, 2021).

L'étude montre en outre que la transition énergétique contemporaine tend à reproduire des asymétries historiques entre les centres consommateurs de technologies propres et les territoires périphériques d'extraction. Dans ce contexte, la décarbonation mondiale n'élimine pas automatiquement les dynamiques de dépossession territoriale, mais peut les déplacer vers de nouvelles ressources, de nouveaux acteurs et de nouveaux espaces considérés comme stratégiques dans le cadre d'une « économie verte » internationale (Perreault, 2018).

Enfin, l'article souligne la nécessité d'approfondir les recherches comparées sur la gouvernance des minerais critiques, la justice environnementale, la consultation préalable et les modèles de transition énergétique en Amérique latine. Il apparaît également pertinent de développer des études territoriales et

ethnographiques permettant d'intégrer les expériences communautaires dans les débats sur la durabilité et la transition juste. Le principal défi pour la région ne consiste pas uniquement à s'intégrer à la transition énergétique mondiale, mais à contester les conditions politiques, sociales et territoriales dans lesquelles cette transition se déploie.

Rôles respectifs des auteurs dans l'élaboration de la contribution :

Auteur/autrice 1 : Conceptualisation ; Rédaction – version initiale ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 2 : Investigation ; Méthodologie ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 3 : Analyse formelle ; Gestion des données ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 4 : Investigation ; Validation ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 5 : Supervision ; Gestion du projet ; Rédaction – révision et correction

Références citées

Agência Nacional de Mineração, ANM (2024): *Anuário Mineral Brasileiro: principais substâncias metálicas* 2024, Brasília, ANM.

Archivo Nacional de Chile. Fondo Ministerio de Minería, Volúmenes 450-489. Santiago: Archivo Nacional de Chile, 2021.

Burchardt, H.-J. y K. Dietz (2014): «(Neo-) extractivism – a new challenge for development theory from Latin America», *Third World Quarterly*, 35(3), pp. 468-486. http://dx.doi.org/10.1080/01436597.2014.893488

Cabana, G. y K. Richter (2025): «Green Extractivism in Colombia: a scoping review on indigenous rights and livelihood impacts, and policy and social movement responses», *The Extractive Industries and Society*, 25, 101808. http://dx.doi.org/10.1016/j.exis.2025.101808

Comissão Pastoral da Terra (CPT) (2024): *Conflitos no campo Brasil* 2023, Goiânia, CPT Nacional.

Defensoría del Pueblo (2024): *Reporte de conflictos sociales, noviembre de* 2024, Lima, Defensoría del Pueblo.

Domínguez Martín, R. (2021): «Industrias extractivas y desarrollo sostenible en América Latina: ¿oxímoron o nuevo imaginario desarrollista?», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, 5(2), pp. 405-437. http://dx.doi.org/10.23854/autoc.v5i2.179

Gudynas, E. (2015): *Extractivismos: ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la naturaleza*, Cochabamba, CEDIB.

North, L. L. y T. D. Clark, eds. (2018): *Dominant elites in Latin America: from neo-liberalism to the «pink tide»*, Cham, Palgrave Macmillan.

Organización Latinoamericana de Energía, OLADE (2024): *Panorama energético de América Latina y el Caribe* 2024, Quito, OLADE.

Perreault, T. (2018): «Energy, extractivism and hydrocarbon geographies in contemporary Latin America», *Journal of Latin American Geography*, 17(3), pp. 235-252. http://dx.doi.org/10.1353/lag.2018.0048

Servicio Nacional de Geología y Minería, SERNAGEOMIN (2024): *Anuario de la minería de Chile* 2023, Santiago, SERNAGEOMIN.

Serrani, E. y M. A. Barrera (2023): «Renewable energies in Argentina: the challenge of articulating the energy transition with the economic development model», en L. L. Benites Lazaro y E. Serrani, eds., *Energy transitions in Latin America: the tough route to sustainable development*, Cham, Springer, pp. 177-193.

Svampa, M. (2019): *Las fronteras del neoextractivismo en América Latina: conflictos socioambientales, giro ecoterritorial y nuevas*

dependencias, Bielefeld, CALAS / Bielefeld University Press.

Wyczykier, G. y J. A. Acacio (2022): «Las paradojas del gas como combustible puente: interrogantes sobre Vaca Muerta», Perfiles Latinoamericanos, 30(60), pp. 1-27. http://dx.doi.org/10.18504/pl3060-007-2022